

Quelques documents utiles pour la réflexion du secteur CNE universités relative à l'impact de la crise sanitaire sur l'enseignement supérieur

Suite à la suggestion de Didier Lebbe d'amorcer au niveau du secteur CNE Universités une réflexion concernant l'impact de la crise sanitaire sur l'enseignement supérieur et sur des propositions syndicales pour l'après-crise sur l'enseignement supérieur et la recherche voici quelques documents repérés dans le cadre d'une recherche rapide et sans doute incomplète.

1. Sur le plan institutionnel

• Parlement FWB

Proposition de résolution du 15 juillet 2020 visant à développer de nouvelles stratégies pédagogiques dans l'enseignement supérieur et à renforcer l'accompagnement des étudiants, déposée par Mmes Alexia Bertrand et Joëlle Kapompole et M. Manu Disabato et Mme Diana Nikolic, MM. Eddy Fontaine et Rodrigue Demeuse. (*Proposition sans suite à ce jour*)

Résumé

Depuis le début du confinement, les établissements de l'enseignement supérieur et les étudiants ont dû s'adapter au covid-19 en temps réel. ils ont basculé du jour au lendemain d'un enseignement principalement dispensé en présentiel, à un enseignement principalement à distance. Tant les étudiants que les enseignants ou le personnel administratif ont été impactés par ce bouleversement. il est nécessaire de pouvoir tirer les enseignements de cette crise en matière d'enseignement à distance, de prendre les mesures adéquates afin d'en pallier les difficultés et de renforcer l'égalité d'accès aux outils mis en œuvre.

• L'Association européenne des universités (EUA)

• Covid-19 et universités (*Texte sur le site*)

La crise des coronavirus a mis au défi les établissements d'enseignement supérieur de nombreuses manières nouvelles et inattendues. Alors que les universités doivent prendre des mesures radicales et déployer des efforts importants pour ralentir la contagion et mieux comprendre le virus, elles ouvrent de nouvelles voies dans la gestion des crises. Cela présente à la fois des défis et des opportunités pour les universités européennes, en particulier en ce qui concerne la numérisation et l'apprentissage et l'enseignement numériques améliorés, la science ouverte, la recherche, l'assurance qualité, l'autonomie des universités, le financement et l'engagement civique. [...]

De son côté, l'EUA travaille en étroite collaboration avec ses membres dans ce moment. En tant que lieux qui rassemblent beaucoup de monde, les universités sont plus vides qu'auparavant, mais cela ne signifie pas qu'elles sont fermées. L'apprentissage et l'enseignement sont très actifs en ligne et les universités restent au cœur de la recherche de nouveaux traitements et d'éventuels vaccins. La crise a ouvert une fenêtre d'opportunité pour les universités de s'engager encore plus avec la société, de soutenir les gouvernements par la recherche et l'innovation et d'aider à préparer une société plus résiliente. L'EUA soutient ses membres dans ces missions, dans l'espoir de préparer au mieux les sociétés européennes à relever les défis mondiaux.

- Publication : [L'enseignement supérieur européen dans la crise du Covid-19](#)
10 sept.2020 (Texte en anglais via ce lien)

Cette note examine l'impact de la crise du Covid-19 sur l'enseignement supérieur en Europe au cours des six derniers mois. En particulier, il examine le passage soudain à l'apprentissage et à l'enseignement à distance d'urgence, l'impact sur l'internationalisation et la mobilité, ainsi que les effets sur la recherche.

- Publication : **Impact de la crise du Covid-19 sur le financement des universités en Europe - Enseignements tirés de la crise financière mondiale de 2008 - Mai 2020**
Thomas Estermann, Enora Bennetot Pruvot, Veronika Kupriyanova et Hristiyana Stoyanova
(Texte en anglais en annexe)

Conclusions et recommandations

La pandémie et les défis économiques qui y sont liés toucheront tous les secteurs et domaines de la vie. L'analyse par l'EUA des enseignements tirés de la crise financière de 2008 a montré que les décisions à court et moyen terme prises par les décideurs politiques ont des effets à long terme et souvent involontaires. Un ensemble cohérent de réponses politiques bien conçues à la crise actuelle devrait permettre d'atténuer une partie de l'impact sur le secteur universitaire. Les universités devraient également élaborer des stratégies adéquates et s'inspirer des enseignements tirés du passé.

1. *Les solutions pour surmonter la crise viendront de la recherche et de diplômés universitaires qualifiés ; la confiance accrue actuelle en matière d'expertise liée à la recherche et d'experts universitaires est une occasion pour les universités de s'engager fortement auprès des décideurs et de la société. L'ampleur du défi et la nécessité d'une collaboration internationale bien structurée, profonde et bien financée démontrent l'importance d'un espace européen de l'enseignement supérieur et de la recherche bien financé et coordonné.*

o Les universités devraient continuer à démontrer la valeur pour la société générée par l'ensemble des activités de recherche et d'innovation universitaires dans toutes les disciplines et l'importance de l'éducation et de la formation.

o Les gouvernements doivent garantir des investissements ambitieux tant au niveau européen, par le biais du prochain CFP, qu'au niveau national dans les domaines qui peuvent permettre de construire un avenir durable. Si les interventions d'urgence pourraient atténuer les déficits de revenus et aider les universités à sortir plus rapidement de la crise, un engagement en faveur d'un financement durable est nécessaire à long terme pour soutenir le rôle moteur du secteur dans la recherche de solutions scientifiques aux problèmes actuels de santé publique et dans la conduite de la reprise post-crise. Dans ce contexte, il est important de soutenir les universités dans leur mission de formation et de perfectionnement des personnes temporairement touchées par la crise.

2. *L'impact global de la crise actuelle sera important et durable, et les universités doivent se préparer aux défis opérationnels et financiers des prochaines années. Des réponses adéquates des pouvoirs publics peuvent aider les universités à atténuer les dommages à long terme. Les universités devront réagir rapidement et de manière décisive. La crise financière de 2008 a montré que les établissements dotés d'une solide capacité d'adaptation sont sortis renforcés d'un environnement difficile. La capacité de gestion et de mise en œuvre dans l'ensemble de l'institution a été un facteur de différenciation important .*

o Les institutions doivent proposer des stratégies de gouvernance, de diversification des revenus, de transformation et de gestion du changement détaillées et tournées vers l'avenir, en accordant toute l'attention nécessaire à l'efficacité, à l'efficience et à la

valeur pour la société. Elles devraient également intégrer l'évaluation des risques et la gestion des crises dans la planification opérationnelle des institutions.

o Les décideurs politiques devraient accorder aux universités une autonomie suffisante pour leur permettre de mettre en place des mécanismes internes d'allocation financière, d'adapter les stratégies et de rationaliser l'utilisation des ressources conformément aux principaux objectifs et buts institutionnels.

o Les bailleurs de fonds européens et nationaux devraient offrir aux dirigeants d'universités la possibilité de développer la gestion et la professionnalisation de l'université, ce qui est essentiel pour la résilience des universités face aux crises et leur capacité de transformation.

3. L'Union européenne doit faire preuve de solidarité et prendre en compte le fait que les États membres sont et seront touchés de plein fouet par la crise actuelle des coronavirus.

Les décideurs politiques nationaux et européens doivent s'efforcer de combler le déficit d'investissement croissant dans l'enseignement supérieur et la recherche et de favoriser la collaboration internationale qui fera la différence dans la résolution des défis mondiaux complexes.

4. Les défis posés par la crise actuelle devraient être utilisés par toutes les parties prenantes de l'enseignement supérieur comme une occasion de revoir les stratégies et les opérations des établissements.

Les établissements devraient explorer les possibilités offertes par l'agenda vert et la transformation numérique pour repenser l'équilibre entre les environnements et les processus physiques et virtuels.

Les décideurs politiques nationaux et européens devraient fournir aux universités à la fois des cadres favorables et des ressources nanométriques pour les aider à saisir les opportunités qui se présentent. Avec le soutien approprié, les universités pourront renforcer leur capacité à produire des diplômés de haut niveau, à fournir des résultats de recherche de grande qualité et à jouer un rôle essentiel dans notre reprise sociale et économique.

• **Groupe de discussion en ligne de l'EUA sur «L'assurance qualité interne à l'époque de Covid-19»** en février 2021

En réponse à la crise de Covid-19, les établissements d'enseignement supérieur ont ajusté et adapté leurs activités à un mode d'urgence à distance. Un récent [briefing de l'EUA](#) montre que les réponses des établissements variaient en fonction de la taille, du modèle de gouvernance, de la discipline et du statut de l'offre d'apprentissage numérique améliorée avant la crise. Ce changement soudain du mode de prestation a soulevé des questions sur l'efficacité, la pertinence et la flexibilité des dispositifs d'assurance qualité dans ce contexte.

Les participants à ce groupe de discussion en ligne seront [sélectionnés par appel](#) et examineront comment les pratiques internes d'assurance qualité ont été adaptées aux changements induits par la crise du Covid-19, quels sont les principaux défis survenus du point de vue de la qualité et quel rôle interne l'assurance qualité a été assumée pour aider les institutions à gérer la crise.

Le groupe de discussion fournira une occasion de partager des expériences et d'en apprendre davantage sur les pratiques des autres institutions participantes. Les participants travailleront en petits groupes interactifs destinés à créer un échange ouvert. Pour faciliter cela, les participants recevront des questions clés à l'avance et devront être prêts à contribuer activement aux discussions.

- ENQA (European Association for Quality assurance in Higher Education)

- Déclaration ENQA sur la pandémie COVID-19 (5 mai 2020)

[...]

Activités de l'agence et conformité ESG

En collaboration avec EQAR, nous tenons également à réitérer l'assurance offerte dans notre [première déclaration sur le COVID-19](#) (26 mars 2020) qu'aucune agence ne mettra en péril sa conformité ESG si elle adapte ses procédures en raison des circonstances actuelles. Le report des processus d'examen ou le transfert vers des processus en ligne dans cette situation est pleinement autorisé dans le cadre de l'ESG et l'ENQA encourage ses membres à offrir de la flexibilité aux établissements d'enseignement supérieur à cet égard. De plus amples informations sur la conformité ESG et l'enregistrement EQAR en relation avec la pandémie sont disponibles sur une [page d'informations dédiée sur le site web de l'EQAR](#) .

Nous sommes parfaitement conscients que si certains défis sont communs à de nombreuses agences, d'autres sont uniques et reflètent le contexte opérationnel spécifique de chaque agence. Nous encourageons donc vivement les agences à maintenir un dialogue avec les institutions et les autorités nationales afin de résoudre les problèmes au niveau national qui pourraient entraver cette flexibilité.

Apprendre les uns des autres

Les commentaires de nos membres ont réitéré le rôle important que l'ENQA doit jouer dans les circonstances actuelles en offrant un forum pour partager des expériences et apprendre les uns des autres. Pour faciliter cela, l'ENQA prend les mesures suivantes:

- *Nous menons une campagne sur les réseaux sociaux pour encourager les agences à partager leurs politiques, pratiques et ressources sous le hashtag #QAfromHome. Nous encourageons les agences à participer et à utiliser les informations pour contribuer à éclairer leurs propres approches, le cas échéant.*

- *Nous organiserons un webinaire explorant les aspects stratégiques de la façon de faire face aux conséquences de la pandémie, destiné aux PDG des agences membres et affiliées de l'ENQA. Cela aura lieu le mercredi 20 mai et les invitations seront bientôt envoyées.*

- *Nous explorons les options pour une enquête et une analyse plus détaillées des réponses à la pandémie par les agences, qui doivent être menées à l'automne. L'objectif sera de réfléchir sur les changements à court terme qui ont été apportés et les leçons apprises, ainsi que d'explorer les perspectives sur l'impact possible à long terme.*

Des mesures exceptionnelles sont nécessaires en temps de crise, mais au fur et à mesure que la situation évolue, une évaluation et une réflexion permanentes seront certainement nécessaires pour garantir que toute modification durable des dispositifs externes d'assurance qualité est appropriée et adaptée à son objectif. L'ENQA travaillera dur pour soutenir ses membres et faciliter une discussion commune sur les deux aspects.

- *Autres ressources*

- *un [court article](#) sur l'impact initial de la pandémie COVID-19 sur le travail des agences d'assurance qualité (6 mai 2020).*

- *une [collection d'études de cas](#) de membres et affiliés de l'ENQA partageant leurs expériences et leurs ressources sur l'adaptation aux circonstances de la pandémie. Le document sera mis à jour sur une base continue (dernière mise à jour: 1er juillet 2020).*

- L'association internationale des universités (IAU) a publié deux rapports :
(en anglais - voir lien) :

1. [Premier rapport d'enquête mondiale de l' AIU sur l'impact du COVID-19 sur l'enseignement supérieur dans le monde. \(Mai 2020\)](#) L'AIU travaille actuellement sur la deuxième édition du rapport d'enquête mondiale.

Résumé :

• **La pandémie actuelle de COVID-19 a entraîné une crise sanitaire et socio-économique sans précédent qui laissera une empreinte durable sur notre époque et qui a profondément affecté l'intégralité du secteur de l'enseignement supérieur à travers le monde. En réponse à cette crise mondiale, l'AIU a mis en oeuvre diverses initiatives visant à soutenir et informer ses membres et la communauté de l'enseignement supérieur dans son ensemble. Parmi celles-ci, l'AIU a mené une enquête sur l'impact immédiat et le possible impact à long terme et les conséquences du COVID-19 sur l'enseignement supérieur mondial. Une enquête en ligne a été conduite du 25 mars au 17 avril 2020 et les réponses de 424 établissements d'enseignement supérieur de 111 pays et juridictions ont été recueillies.**

Conclusion

Les résultats de l'enquête illustrent le degré important de stress et de contrainte que connaissent actuellement les établissements d'enseignement supérieur dans le monde. Presque tous les établissements qui ont répondu à l'enquête sont touchés d'une manière ou d'une autre par la crise COVID-19 et la crise a affecté toutes les activités institutionnelles.

Les résultats montrent à quel point il est compliqué d'éviter une perturbation complète des activités de l'établissement et comment la gestion à distance est possible dans une certaine mesure, mais pourrait avoir des conséquences négatives sur la qualité des activités et, d'autre part, accroître l'inégalité des possibilités d'apprentissage. Les efforts mis en place pour éviter une année universitaire vide, pour assurer la planification future malgré le degré élevé d'incertitude, avec le risque de diminution des financements privés et potentiellement aussi publics, démontrent l'incroyable pression exercée sur les établissements d'enseignement supérieur pour faire face à la crise actuelle et en même temps leur résilience et leur créativité.

En outre, l'analyse régionale montre des différences substantielles entre les établissements d'Afrique et ceux des autres régions. Par exemple, en Afrique, le pourcentage d'EES ayant complètement annulé l'enseignement ou reporté/annulé les examens est plus élevé que dans toute autre région. Cela est probablement dû au fait que le degré d'accès à la technologie est plus faible en Afrique que dans toute autre région, ce qui rend également difficile la mise en oeuvre d'alternatives à la mobilité physique des étudiants.

L'Afrique est également la région qui signale la plus grande perturbation de la recherche et le plus faible degré de soutien et de collaboration avec les gouvernements, tout en étant la région où les EES signalent un effet négatif de COVID-19 sur les partenariats internationaux.

Tout cela indique un risque d'accroissement du fossé entre les EES en Afrique et dans les autres régions du monde.

Cependant, ce risque d'inégalité croissante n'est pas seulement un problème africain. Les réponses à l'enquête indiquent que le risque pour COVID-19 d'accroître l'inégalité entre les EES est également présent à l'intérieur d'une région géographique spécifique. Cela est vrai pour l'accès à la technologie, ainsi que pour la dépendance financière du recrutement des étudiants. Cela est également visible dans la question sur les partenariats, à laquelle près de la

moitié des EES d'Amérique, d'Asie et du Pacifique et d'Europe ont répondu que la période COVID-19 les avait renforcés ou avait créé de nouvelles opportunités ; l'autre moitié a répondu qu'elle les avait affaiblis.

Le même clivage entre les différents groupes d'EES est également visible en ce qui concerne l'engagement communautaire.

Le risque que la crise COVID-19 exacerbe les inégalités déjà existantes est un problème auquel la communauté mondiale de l'enseignement supérieur doit faire face en coopérant avec d'autres acteurs de la société et en particulier avec les gouvernements nationaux.

Sur ce sujet, les résultats montrent que les EES qui mènent des recherches COVID-19 sont reconnus par leurs gouvernements respectifs comme une source d'expertise pertinente et sont consultés.

Dans l'ensemble, près des trois quarts des établissements contribuent aux politiques publiques soit par leur leadership institutionnel, soit par leurs chercheurs. Ce résultat est très intéressant car il souligne l'importance de l'enseignement supérieur pour la société, et la reconnaissance de cette importance par la société.

La crise COVID-19 est l'occasion pour le secteur de l'enseignement supérieur de démontrer l'importance de la recherche et de l'expertise disponibles dans les EES du monde entier.

Il est à espérer que cette reconnaissance de l'importance de la recherche et de l'expertise des EES par la société conduira à la fin de la récente tendance au dénigrement des experts et à la post-vérité, qui s'est développée dans de nombreux pays du monde ces dernières années, et à un monde post-COVID-19 dans lequel les preuves et les connaissances scientifiques seront à nouveau des piliers fondamentaux de la société.

Toutefois, cela ne suffit pas si le risque d'inégalité n'est pas pris en compte. La seule façon de minimiser ce risque est de renforcer la collaboration entre les EES et entre les EES, les gouvernements, le secteur privé et la société dans son ensemble.

COVID-19 est une pandémie, un défi mondial qui ne peut être surmonté que grâce à l'élaboration de solutions communes au niveau mondial pour une mise en œuvre locale.

L'AIU espère que l'importance perçue de la collaboration internationale afin de développer des solutions communes à la crise actuelle et future augmentera à court, moyen et long terme.

Cela peut sembler légèrement décalé à un moment où la réaction la plus souvent déclenchée par la pandémie dans le monde a été l'inverse - elle a souvent déclenché une réaction de repli, marquée par la fermeture initiale des frontières et l'isolationnisme. Cependant, c'est précisément cette réaction, bien que nécessaire pour ralentir la propagation de la maladie COVID-19, qui démontre sa propre infaisabilité et même son inadéquation à long terme. Aucune région, aucun pays, aucune ville, aucun village, aucun citoyen ne peut être à l'abri si le virus continue à se propager, et le monde ne peut pas vivre longtemps en vase clos, sans subir des conséquences socio-économiques et même culturelles désastreuses qui pourraient également engendrer d'autres urgences sanitaires préjudiciables.

La solution à une pandémie ne viendra que par la prévention et le traitement. La recherche d'un vaccin sera plus efficace si elle se fait en coopération, avec différentes équipes de scientifiques partageant leurs connaissances. La résolution de la crise socio-économique ne pourra se faire que par la solidarité et le sens de la communauté. La solution à la crise de la culture doit également être résolue ensemble.

Dans les deux cas, la communauté mondiale de l'enseignement supérieur a un rôle majeur à jouer à de nombreux niveaux différents, notamment en donnant l'exemple à suivre.

2. Second rapport : [Perspectives régionales et nationales sur l'impact du COVID-19 sur l'enseignement supérieur](#), Juillet 2020 (Voir les p. 9 à 17 sur « *European Higher Education in the Covid-19 Crisis* »)

3. Une [série de webinaires sur l'avenir de l'enseignement supérieur - perspectives à court, moyen et long terme](#) est menée par l'AIU jusqu'au 9 décembre 2020.

- L'agence universitaire de la francophonie (AUF) a publié en mars 2020 un plan spécial pandémie Covid 19. (En annexe)

- La Banque mondiale a publié un article sur "Réponse à la crise : soutenir l'enseignement supérieur, continuité, adaptation, innovation". (Traduction officielle, en annexe)

- **Conseil de l'Europe**

Cité par le Conseil de l'Europe, un court article de T. Gallagher, prof à l'université de Belfast, sur "La Covid-19 et l'enseignement supérieur" (12 juillet 2020) :
<https://www.coe.int/fr/web/education/covid-19-and-higher-education>

Voir les notes 12 à 16 de cette intervention, en particulier la note 12 qui renvoie au "Consortium international pour l'enseignement supérieur, la responsabilité civique et la démocratie".

2. Contributions de scientifiques

« Réinventons l'enseignement supérieur après la pandémie: un manifeste slow science »
<https://slowscience.be/corona-manifesto-fr/> (Juillet 2020)

Conclusion

Les différentes sous-sections ont montré la variété des difficultés auxquelles les étudiant.e.s et le personnel de l'enseignement supérieur sont confrontés en raison de l'épidémie du coronavirus. La crise actuelle visibilise des faiblesses systémiques déjà très présentes avant le Covid-19, mais qui ont pris une ampleur sans précédent. Nous suggérons donc une série de mesures et d'actions à prendre, permettant un soulagement à court terme, tout en contribuant à un avenir alternatif pour le monde universitaire (belge). Nous invitons et encourageons les universités et les écoles supérieures, les gouvernements, les organismes de financement, les syndicats, les organisations d'étudiant.e.s et toutes les autres personnes et organisations concernées par l'enseignement supérieur à participer à notre réflexion sur la manière de contribuer à une université différente selon les points suivants.

La pandémie du coronavirus a montré que le travail reproductif et le travail de soins - souvent négligés, banalisés ou tenus pour acquis - constituent une pierre angulaire de notre vie quotidienne et de nos sociétés. Le monde universitaire devrait enfin commencer à valoriser l'ensemble de ce travail dans la société ainsi que sur ses propres campus. Cela implique que l'enseignement supérieur doit être structuré et organisé afin de permettre ce travail essentiel et de soutenir ceux et celles qui l'effectuent. La perception de l'académicien "toujours en mouvement", qui tient pour acquis le travail reproductif et le travail de soins nécessaires à sa "productivité", doit évoluer vers des conditions de travail

plus humaines pour tout le travail productif et reproductif. Par conséquent, le travail de soins et le travail de reproduction sociale devraient être reconnus comme des formes de travail légitimes en premier lieu ; nos collègues du personnel de nettoyage, des crèches et des restaurants étudiants ont besoin de meilleures conditions de travail (salaires supérieurs au salaire minimum, contrats permanents/statutaires, internalisation de tout le personnel travaillant sur nos campus universitaires, ...) plutôt que d'être traités comme des travailleurs et travailleuses jetables ; les congés pour soins ne devraient pas avoir de répercussions financières ou autres. Le monde universitaire doit évoluer (pour tous les employé·e·s et tous les inscrit·e·s) vers une conception du travail compatible avec le travail de soins et qui le valorise, par l'adaptation en conséquence des critères d'évaluation et de financement, des pratiques d'embauche, des conditions de travail et des autres procédures essentielles dans la construction d'une carrière au sein de ses structures (par exemple, autoriser le travail à temps partiel, prolonger les contrats temporaires avec la durée du congé de soins, etc.)

Les considérations exposées ci-dessus exigent également que les conditions matérielles dans lesquelles nous travaillons et étudions soient prises en considération. La pandémie, bien qu'elle touche tout le monde, a affecté plus profondément ceux et celles qui sont déjà les plus vulnérables - y compris au sein des universités. L'université, plutôt que de remettre activement en question les formes d'inégalité et d'injustice sociales présentes dans la société, les reproduit encore trop souvent aveuglément au sein de ses propres structures ; d'une part en ne reconnaissant pas et/ou en n'admettant pas la différence, d'autre part en hiérarchisant les types de travail et en ne valorisant pas activement toutes les catégories de personnes au sein de l'université de la même manière. Nous devons commencer par reconnaître les inégalités existantes (basées sur le genre, la race, la classe, le validisme, l'hétéronormativité et la colonialité) et être conscient·e·s des dommages que peuvent causer des approches non différenciées du travail, de l'enseignement, de l'évaluation, etc.

Alors que toutes les universités ont choisi de poursuivre les cours, la pandémie a également révélé le rôle central que joue l'enseignement dans nos universités. Il est urgent que les universités (re)valorisent ce domaine et les personnes qui y sont impliquées. Il est nécessaire de réduire la charge de travail (ainsi que l'administration inutile et la mesure constante de notre productivité) et d'investir dans le soutien à l'enseignement, le coaching et le support psychologique. Sinon, nous prenons le risque que ceux et celles qui se consacrent actuellement à l'enseignement disparaissent à long terme des universités en raison de leur manque de publications et de résultats de recherche, ou que ces enseignant·e·s s'épuisent dans leur charge de travail démesurée.

Valoriser l'éducation, c'est aussi reconnaître que l'enseignement est plus que de la transmission d'informations. Nous ne devons pas maintenir l'illusion que le basculement actuel de l'enseignement en ligne ou à distance peut se substituer à un enseignement et à un apprentissage physiques réels, ni pour les enseignant·e·s, ni pour les étudiant·e·s. De plus, la pandémie actuelle nous oblige à nous restreindre à des méthodes spécifiques de recherche et d'enseignement considérées comme possibles à mettre en place en ligne et à domicile. Même si certains types de recherche et d'outils éducatifs permettent des approches en ligne et numériques, celles-ci ne peuvent en aucun cas se substituer à nos pédagogies, épistémologies et méthodologies riches qui nécessitent une interaction sociale en face à face, un travail du soin et un accès physique à des terrains, des laboratoires, des archives et des bibliothèques spécifiques. De cette façon, la pandémie actuelle a de graves répercussions sur les types de connaissances que nous produisons et transférons.

Reconnaître la différence et l'inégalité et valoriser l'enseignement, le travail reproductif et le travail de soins autant que la recherche imposent également d'autoriser d'autres schémas de carrière universitaire. Il s'agit également de refuser l'institutionnalisation croissante des formes de précarité sociale et d'un environnement de travail extrêmement compétitif où la prépondérance est donnée aux publications et aux citations et où les décisions stratégiques pourraient prendre le dessus sur la qualité et l'éthique. En outre, ces visions du travail et des carrières universitaires invisibilisent trop souvent les nombreuses autres formes de

travail académique et non académique qui font vivre nos universités. Il va sans dire que la prise en compte de ces différentes questions implique également de s'attaquer aux causes des problèmes de santé mentale.

- **Continuité pédagogique et déconfinement des Universités**, Extrait de [Deconfinement social](#) 17 avril 2020 (en annexe)

- **Pensons l'université post-Covid en décloisonnant les cursus**, Carte blanche, LLB 31 octobre 2020 (en annexe)

- **Le confinement a nui aux femmes scientifiques** - 18 décembre 2020. (Annexe)

- **Sur le plan syndical**

- **Droit de Savoir 180 (Mars 2020)**

L'urgence d'un "après"

Un constat quasi unanime s'impose : la crise sanitaire conduit à placer l'humain avant l'économique. Et ce, quel que soit le coût d'un tel choix de valeurs. S'il est vrai qu'aujourd'hui prédominent des critères de décision faisant passer au premier plan tout ce qui peut sauver des vies et préserver la santé de tous, se posera, au sortir de la pandémie, la question de savoir comment garantir et perpétuer cette primauté éthique. Pour que le bien-être des gens, sous toutes ses formes, reste la priorité absolue. L'enjeu est de taille et il est inédit. Quelle doit être la réponse du monde universitaire face à ce défi majeur? Certes, l'apport des sciences de la santé est actuellement primordial mais, demain, la société attend légitimement l'apport de la recherche dans toutes les disciplines pour une transformation sociale et économique en profondeur. On peut reporter les sessions d'examens, les élections sociales, les réformes institutionnelles ou les jeux olympiques mais il serait irresponsable de postposer nos efforts collectifs vers un changement radical et global que les circonstances nous donnent l'opportunité d'exiger et d'aider à réaliser. À la place qui est la sienne, la délégation CNE-UCLouvain réaffirme sa volonté d'œuvrer en ce sens. On a beaucoup dit qu'il y aura un avant et un après... Proclamons avec force que l'après est devenu urgent!

- **Droit de savoir 181 - La crise sanitaire amènera-t-elle à repenser durablement l'organisation du travail ?** (Juin 2020)

Voilà maintenant trois mois que le télétravail a été imposé à la plupart des membres du personnel de l'UCLouvain. Crise sanitaire oblige, le temps n'était guère à la réflexion et la sécurité des travailleurs et des travailleuses primant, les autorités nous ont astreint-es à cet exercice de travail à distance. Le temps est maintenant au déconfinement. La phase 3 est active depuis le 8 juin et on entend déjà dire que l'on va retrouver notre vie d'avant. Mais le souhaitons-nous vraiment ? La dernière question de notre enquête sur le bien-être durant le confinement, dont vous trouverez une synthèse des résultats dans ce numéro, se penchait sur les enseignements à tirer de la crise sanitaire concernant l'organisation du travail. Les répondant-es ont souligné les avantages du télétravail (meilleur équilibre entre vies privée et professionnelle, diminution des trajets, impact positif sur l'écologie) et ses inconvénients (appauvrissement des contacts avec les collègues et les étudiant-es, séparation plus difficile entre vies privée et professionnelle, sentiment d'isolement). Quoi qu'il en soit, il est indéniable que cette nouvelle manière de travailler devra être évaluée au sein de l'université une fois la crise passée et devra probablement être proposée plus largement à l'ensemble du personnel, dans un cadre encore à définir. Les réflexions des répondant-es portaient également sur un retour à l'essentiel. Le fonctionnement du travail, tel que nous le connaissions avant la crise, ne nous permettait plus le recul nécessaire. Cet «arrêt» forcé a été l'occasion, pour beaucoup, de (re) donner du sens à leur travail, d'en repenser les modalités et de réévaluer l'importance et la façon de rendre leur juste place à la vie privée

et à la vie professionnelle. Les différents signaux de mal-être au travail, pourtant déjà présents avant la crise, notamment le nombre croissant d'épuisements professionnels et d'incapacités de travail de longue durée, n'ont pas suffi à remettre en question notre mode de fonctionnement. Espérons que l'opportunité, offerte par la crise, de repenser l'organisation du travail ne sera pas, cette fois-ci, un rendez-vous manqué.

- **Le comité syndical européen de l'éducation (CSEE) - (Septembre 2020)**

"Le Comité permanent de l'enseignement supérieur et de la recherche (HERSC) des organisations membres du CSEE réuni les 29 et 30 septembre 2020, a discuté, entre autres, de l'impact de la pandémie COVID-19 sur les conditions de travail du personnel et sur l'enseignement supérieur et la recherche secteur global.

Les représentants syndicaux de l'enseignement supérieur et de la recherche ont expliqué que le personnel avait déjà connu un manque de formation sur les compétences numériques, la pédagogie numérique et les outils informatiques avant la crise dans la plupart des pays. Cela avait rendu difficile la transition vers un enseignement et une recherche entièrement numériques. L'enseignement en ligne avait un impact énorme sur la charge de travail du personnel, principalement sur le personnel féminin qui devait équilibrer son travail à distance, augmenter les heures supplémentaires et s'occuper des enfants et des personnes âgées à la maison. De nombreux professeurs d'université ont été contraints de négliger leurs tâches de recherche afin d'assurer une bonne préparation et un enseignement en ligne à leurs étudiants. En effet, de nombreuses questions et problèmes non résolus ont émergé de la crise, tels que le changement de nature du travail académique, le rôle du secteur privé dans le soutien à la numérisation, la protection des données, la vie privée, surveillance et droits de propriété intellectuelle. Alors que les enseignants de l'enseignement supérieur devaient préparer leur propre matériel pédagogique, les membres du HERSC ont signalé que le droit d'auteur de ces matériels n'était souvent pas garanti par les universités ni par la législation nationale. Les syndicats du personnel de l'enseignement supérieur et de la recherche ont même fait état de leur expérience selon laquelle des fournisseurs de services informatiques privés avaient commencé à vendre des matériels non protégés par des droits d'auteur.

La pandémie a également eu un impact sérieux sur les candidatures et l'admission dans les universités, ce qui a contribué dans certains cas à une réduction des budgets des universités et donc à leur incapacité à payer leur propre personnel, entraînant des licenciements de professeurs et de chercheurs. «L'hiver arrive», ont déclaré les représentants de ces syndicats, qui s'attendent à davantage de réductions des investissements publics dans l'enseignement supérieur et la recherche à l'avenir, ce qui aura un effet néfaste sur l'augmentation des inégalités sociales entre les étudiants, sur l'enseignement supérieur et la recherche de haute qualité et sur des conditions de travail décentes pour le personnel.

Alors que les politiques soutiennent que l'enseignement en ligne devrait devenir la norme, les syndicats de l'éducation exigent que les ministères respectent la liberté académique et l'autonomie institutionnelle, parallèlement à un bon équilibre entre l'enseignement en ligne et sur place. La vie académique ne peut être remplacée par l'apprentissage en ligne, les programmes de laboratoire et sur place, et les interactions enseignant-élève et élève-élève.

Les membres du HERSC ont également discuté lors de la réunion avec les orateurs de la Direction générale de l'emploi, de l'éducation et de la recherche de la Commission européenne de l'impact des micro-accréditations et de l'harmonisation des systèmes de suivi des diplômés sur le financement des établissements d'enseignement supérieur et la liberté académique. Les membres ont échangé des vues avec la Commission européenne sur ses futurs travaux sur le développement des compétences des chercheurs et sa relation avec la liberté de la connaissance et de la recherche.
